



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



165, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

GASCOGNE

*Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés*

Exercice clos le 31 décembre 2017
GASCOGNE
68, rue de la Papeterie - 40200 Mimizan
Ce rapport contient 60 pages

GASCOGNE
Société Anonyme

Siège social : 68, rue de la Papeterie - 40200 Mimizan
Capital social : € 50.993.660

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée générale de la société GASCOGNE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GASCOGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 823-9 et R 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La société procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée d'utilité indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie et des immobilisations corporelles, selon les modalités décrites dans la note « V.3. Dépréciation des actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour ce test de dépréciation, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que la note « V.3. Dépréciation des actifs » de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Nous rappelons toutefois que, ces estimations étant fondées sur des prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative, des prévisions.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

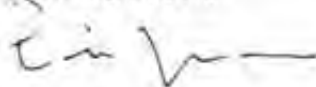
- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes


Mérignac, le 27 avril 2018

KPMG Audit IS

Eric Junières
Associé

Bordeaux, le 27 avril 2018

Deloitte & Associés

Emmanuel Gadret
Associé

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Chiffre d'affaires	III.1	406 416	406 771
Variation des stocks des produits en cours et produits finis	III.2.1	(4 228)	(530)
Achats consommés	III.2.2	(200 767)	(202 952)
Charges externes		(86 076)	(92 298)
Frais de personnel	IV	(80 886)	(82 027)
Impôts et taxes		(7 840)	(8 427)
Dotations aux amortissements	V2, V3	(11 686)	(10 212)
(Dotations) Reprises de provisions	VI.2	(166)	388
Autres produits et (charges) d'exploitation	III.6	1 353	886
Résultat opérationnel courant		16 120	11 599
Autres produits et (charges) opérationnels	III.3	(4 538)	(1 065)
Résultat opérationnel		11 582	10 534
Coût de l'endettement financier net		(2 363)	(2 193)
Autres produits et (charges) financiers		(728)	(922)
Résultat financier net	VIII.2	(3 091)	(3 115)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nettes d'impôt)	III.5	209	267
Résultat avant impôt		8 699	7 686
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	IX	(476)	(309)
Résultat net de l'ensemble consolidé		8 223	7 377
attribuable aux :			
- actionnaires de Gascogne SA		8 242	7 384
- Participations ne donnant pas le contrôle		(19)	(7)
Variation des réévaluations du passif net au titre des prestations définies		520	(1 267)
Impôts liés		(220)	239
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		300	(1 028)
Variation des écarts de conversion		(785)	(423)
Impôts liés			
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		(785)	(423)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		(485)	(1 451)
Résultat global		7 739	5 926
Résultat net de l'ensemble consolidé		8 223	7 377
attribuable aux :			
- actionnaires de Gascogne SA		8 242	7 384
- Participations ne donnant pas le contrôle		(19)	(7)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		(485)	(1 451)
Résultat global de l'ensemble consolidé		7 739	5 926
attribuable aux :			
- actionnaires de Gascogne SA		7 757	5 933
- Participations ne donnant pas le contrôle		(19)	(7)
Résultat par action de l'ensemble consolidé			
Résultat de base par action (en €)	VII.2	0.40	0.36
Résultat dilué par action (en €)	VII.2	0.33	0.29

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Actifs			
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	V.1	2 266	2 734
Immobilisations corporelles	V.2	134 809	126 896
Participations mises en équivalence	III.5	3 405	3 196
Actifs financiers non courants	VIII.1.1	2 862	5 497
Impôts différés actifs	IX.2	668	564
Actif non courants		144 010	138 887
Stocks	III.2.1	87 910	93 052
Clients et autres débiteurs	III.1.2	77 349	76 461
Autres actifs courants	III.1.2	1 217	64
Impôt sur les bénéfices à récupérer	IX.1	10 258	7 399
Actifs financiers courants	VIII.1.1	83	114
Trésorerie et équivalents de trésorerie	VIII.1.5	23 604	5 473
Actif courants		200 421	182 563
Total des actifs		344 431	321 450
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres			
Capital	VII.1.1	50 994	50 994
Primes d'émission, de fusion, d'apport			0
Réserves consolidées		46 052	38 686
ORAN	VII.1.2	12 053	12 053
Réserves liées aux réévaluations du passif au titre des prestations définies		(3 643)	(3 944)
Actions propres	VII.1.3	(2 980)	(2 980)
Ecarts de conversion	VII.1.5	(2 605)	(1 820)
Résultat consolidé		8 242	7 384
Capitaux propres, attribuables aux actionnaires de Gascogne SA	VII	108 113	100 373
Participations ne conférant pas le contrôle		3	19
Total des capitaux propres consolidés		108 113	100 392
Passifs			
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	VIII.1.4	60 097	51 599
Avantages du personnel	IV.2.4	16 447	16 868
Provisions, part à plus d'un an	VI.1	2 349	1 352
Autres passifs non courants	III.6	1 076	5 258
Impôts différés passifs	IX	2 667	2 146
Passifs non courants		82 636	77 223
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an	VIII.1.4	53 766	52 279
Provisions, part à moins d'un an	VI.4	7 544	4 230
Fournisseurs et autres créditeurs	VIII.1.2	81 051	81 632
Autres passifs courants	III.6	11 009	5 346
Impôt sur les bénéfices à payer	IX.1	311	348
Passifs courants		153 681	143 835
Total des passifs		236 318	221 058
Total des passifs et des capitaux propres		344 431	321 450

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		8 223	7 377
Charge d'impôt	IX	476	309
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	III.5	(209)	(267)
Charges financières	VIII.2	3 091	3 115
Résultat opérationnel		11 582	10 535
Dotations aux amortissements	V.2	11 687	9 550
Dotations (reprises) aux provisions		4 220	(2 973)
Dotations (reprises) aux provisions pour dépréciations d'actifs			
Pertes (profits) sur cessions d'actifs immobilisés		(895)	477
Subventions d'investissement virées au résultat		(379)	(223)
Autres		(19)	52
Capacité d'autofinancement opérationnelle		26 195	17 417
Variation des stocks		4 049	7 579
Variation des clients et autres débiteurs		(1 596)	(1 961)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs		1 805	1 292
Variation du passif fiscal et social		(1 212)	(745)
Variation des autres créances et dettes		(2 464)	(2 183)
Flux générés par l'activité		26 778	21 399
Intérêts payés		(2 409)	(2 107)
Autres produits et charges financiers payés		(464)	(437)
Impôts payés		(303)	(97)
Flux de trésorerie opérationnels		23 602	18 758
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(18 321)	(19 853)
Acquisitions d'immobilisations financières		(118)	(1 562)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		1 414	128
Cessions d'immobilisations financières		213	311
Acquisition de titres de filiale sous déduction de la trésorerie acquise			
Flux de trésorerie d'investissement		(16 812)	(20 976)
Excédent (besoin) de financement		6 790	(2 218)
Augmentation de capital			
Subventions d'investissement reçues / remboursées		(1 689)	1 867
Augmentation des dettes financières		51 445	13 075
(Diminution) des dettes financières		(44 374)	(6 547)
Décalages de trésorerie liés aux opérations de financement			
Avance compte courant associés		7 060	
Flux de trésorerie de financement		12 441	8 396
Variation de la trésorerie nette		19 231	6 178
Autres mouvements		(12)	(51)
Trésorerie nette en début d'exercice		3 060	(3 067)
Variation de la trésorerie nette		19 231	6 178
Autres mouvements		(12)	(51)
Trésorerie nette en fin d'exercice		22 279	3 060

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserves et résultats non distribués	Réserves liées aux réévaluations du passif net au titre des prestations définies	ORAN	Actions propres	Ecart de conversion	Total attribuable aux actionnaires de Gascogne SA	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Situation au 31/12/2015	50 994		38 656	(2 915)	12 053	(2 980)	(1 418)	94 390	25	94 415
Variation de périmètre			(50)	(50)						
Autres éléments du résultat global				(978)			(423)	(1 401)	0	(1 401)
Résultat global de la période			7 384					7 384	(6)	7 378
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			7 434	(1 028)			(423)	5 983	(6)	5 977
Augmentation du capital										
Dividendes distribués										
ORAN										
Actions propres										
Autres mouvements			(20)	(1)			21			
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA			(20)	(1)			21			
Situation au 31/12/2016	50 994		46 070	(3 944)	12 053	(2 980)	(1 820)	100 373	19	100 392
Variation de périmètre			(19)					(19)	(19)	(37)
Autres éléments du résultat global				301			(785)	(484)		(484)
Résultat global de la période			8 242					8 242		8 242
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			8 223	301			(785)	7 740	(19)	7 721
Augmentation du capital										
Dividendes distribués										
ORAN										
Actions propres										
Autres mouvements										
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA										
Situation au 31/12/2017	50 994		54 294	(3 843)	12 053	(2 980)	(2 605)	108 113	0	108 113

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

- I.1. Référentiel appliqué
- I.2. Base de préparation
- I.3. Présentation des états financiers

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- II.1. Principes de consolidation
- II.2. Méthodes de conversion
- II.3. Regroupements d'entreprises
- II.4. Evolution du périmètre de consolidation
- II.5. Périmètre de consolidation
- II.6. Engagements hors bilan liés au périmètre
- II.7. Parties liées

III. ACTIVITE OPERATIONNELLE

- III.1. Chiffre d'affaires et créances clients
- III.2. Stocks et achats consommés
- III.3. Autres produits et charges opérationnels
- III.4. Information sectorielle
- III.5. Participation dans des sociétés mises en équivalence
- III.6. Autres passifs
- III.7. Quotas d'émission de gaz à effet de serre

IV. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

- IV.1. Avantages du personnel
- IV.2. Provisions pour retraites et engagements assimilés
- IV.3. Plan d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites
- IV.4. Rémunération des dirigeants (parties liées)

V. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

- V.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles
- V.2. Immobilisations corporelles
- V.3. Dépréciation des actifs
- V.4. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

VI. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

- VI.1. Provisions au bilan
- VI.2. Variation des provisions dans le compte de résultat

VII. CAPITAUX PROPRES ET RESULTATS PAR ACTION

- VII.1. Capitaux propres
- VII.2. Résultat par action
- VII.3. Résultat global

VIII. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

VIII.1. Actifs et passifs financiers

VIII.2. Résultat financier

VIII.3. Politique de gestion des risques

VIII.4. Engagements hors bilan liés aux financements du groupe

IX. IMPOTS SUR LE RESULTAT

IX.1. Impôt sur les résultats

IX.2. Impôts différés

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

XI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

I: PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Gascogne SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé 68 rue de la papeterie à Mimizan (40 200). Les états financiers consolidés de Gascogne SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe » ou « Gascogne ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Les principales activités de Gascogne sont la transformation du bois, la production de papier, de sacs et de complexes.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2017, sont disponibles sur demande au siège social ou sur www.groupe-gascogne.com.

Gascogne est cotée sur le marché Euronext Growth.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 mars 2018 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire du 05 juin 2018.

I.1. Référentiel appliqué

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n°297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Ces normes sont disponibles sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

I.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne applicables aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2017

Le Groupe a appliqué les amendements de normes et les interprétations entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2017 et adoptés par l'Union Européenne qui n'ont pas eu d'impact significatif :

- Amendement à IFRS 7 – Informations à fournir
- Amendement à IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôts au titre de pertes latentes
- Amélioration des IFRS – clarification des normes financières existantes

I.1.2. Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore appliqués

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 ou postérieurement n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2017. Il s'agit notamment :

- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients
- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 16 – Contrats de location

La norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients remplace les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction et les interprétations liées. Elle est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 et comprend de nouveaux principes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires et la segmentation des contrats en obligations de prestations.

Le Groupe a mené une analyse de ses activités au regard des critères de la norme afin d'identifier, recenser et évaluer les éventuels impacts de la norme. Cette analyse a permis de confirmer que cette nouvelle norme n'aura pas d'impact

significatif pour le Groupe Gascogne compte tenu de la nature des activités de ses sociétés. En effet, le chiffre d'affaires du Groupe est constitué de livraisons à une date donnée de produits finis : des planches de bois, des bobines de papier, des bobines de complexes, des sacs industriels et alimentaires (papier ou plastique).

La norme IFRS 9 – instruments financiers remplace la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation et est entrée en application au 1^{er} janvier 2018. Elle comprend de nouveaux principes de comptabilisation des instruments financiers et notamment l'application d'un modèle de dépréciation des créances commerciales basé sur des pertes attendues.

Gascogne est un groupe industriel donc les impacts attendus de l'application de cette nouvelle norme sont limités. Les sociétés du Groupe commercialisent leurs produits en B to B, auprès de sociétés de tailles diverses, avec des délais de règlements normaux (60 jours en général). L'absence de créances ayant des caractéristiques communes, et le fait qu'aucune société n'a un grand nombre de petits clients rend difficile la construction d'un modèle statistique de pertes attendues. L'analyse du risque client se fait au cas par cas.

Par ailleurs, le Groupe n'ayant recours à aucun instruments financiers dérivés à fin 2017, le Groupe n'attend pas d'impact significatif de cette norme sur ses comptes.

La norme IFRS 16 – Contrats de location remplacera la norme IAS 17 ainsi que les interprétations s'y rapportant. Elle imposera aux preneurs, pour la quasi-totalité des contrats de location, de comptabiliser un passif au titre des contrats de location afin de refléter les loyers futurs minimaux et un droit d'usage de l'actif.

Le Groupe procède actuellement à l'évaluation de l'impact que pourrait avoir IFRS 16 sur ses états financiers mais n'anticipe pas d'impact significatif. En effet, le groupe est propriétaire de la quasi-totalité de ses sites industriels (à l'exception d'un seul) et les contrats de location-financement (principalement du matériel industriel mobile) sont déjà comptabilisés en application de la norme IAS 17. Seuls, quelques baux commerciaux, peu nombreux et pour des valeurs peu significatives sont concernés.

I.2. Base de préparation

I.2.1. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de Gascogne. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

I.2.2. Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes consolidés, la Direction du Groupe procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction révisé ses estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2017 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la Direction exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise les problématiques comptables concernées.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations et le jugement sont explicitées ci-dessous :

Estimation		Nature de l'estimation
Notes V.4.	Pertes de valeur et impairment tests	Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs d'utilité: taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, flux de trésorerie attendus
Notes IX.2.	Impôt sur le résultat	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

II.1. Principes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la société. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable, ainsi que les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint, sont mises en équivalence. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciels et les transactions, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés. Les gains découlant des transactions avec les entités mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

II.2. Méthodes de conversion

II.2.1. Transactions en monnaie étrangère

La comptabilisation et l'évaluation des opérations libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères".

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de la clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en pertes et profits de change dans le résultat financier.

III.2.2. Les états financiers des activités à l'étranger

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle. Le bilan des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est converti en euros au cours de clôture, sauf les capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Le compte de résultat est converti au cours approchant le cours à la date de transaction. Le tableau de flux de trésorerie est converti au cours moyen, à l'exception de la trésorerie qui est convertie au cours de clôture.

Les gains et pertes résultant de la conversion du bilan (qui comprennent l'incidence de la variation des taux sur les actifs et les passifs) sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés dans les capitaux propres.

II.3. Regroupements d'entreprise

Tous les regroupements d'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements d'entreprises sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges, sauf les coûts liés à l'émission d'instruments de capitaux propres.

II.4. Evolution du périmètre de consolidation

La société Gascogne Italia a été liquidée en 2017.

II.5. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017

Sociétés consolidées au 31 décembre 2017 :

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
FINANCIER				
Gascogne SA	40200 F-Mimizan	895 750 412		
ACTIVITE BOIS				
Gascogne Bois	40210 F-Escource	501719413	100,00	100,00
Palfrance	81600 F-Gaillac	379 124 795	100,00	100,00
Gascogne All Wood	Liège (Belgique)	BE-425608482	100,00	100,00
ACTIVITE PAPIER				
Gascogne Papier	40200 F-Mimizan	334612967	100,00	100,00
Gascogne Spain	Barcelone (Espagne)	29487F1418152448	100,00	100,00
Gascogne Packaging USA	Atlanta (USA)	CBP-2-953.531	100,00	100,00
Feutres Depland	87200 F-Saint Junien	760500587	100,00	100,00
ACTIVITE SACS				
Gascogne Sacs	40200 F-Mimizan	493467989	100,00	100,00
Gascogne Sack Deutschland	Wieda (Allemagne)	HR854618	100,00	100,00
Algis	Chalkida (Grèce)	13138/12/8/86/11	100,00	100,00
Gascogne Sack Tunisia	Radès (Tunisie)	80233542005	99,99	99,99
ACTIVITE COMPLEXES				
Gascogne Flexible	40200 F-Mimizan	312757347	100,00	100,00
Gascogne Flexible Germany	Duren (Allemagne)	HR83891	100,00	100,00

Sociétés comptabilisées par mises en équivalence

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
ACTIVITE SACS				
Sacchificio Verretto	Grezzana (Italie)	REA 88 554	40,00	40,00
Lesuma	Grezzana (Italie)	REA 390 427	40,00	40,00

II.6. Engagement hors bilan liés au périmètre

Il n'y a pas d'engagements liés au périmètre

II.7. Parties liées

Transactions de la société mère avec les filiales du Groupe

Il s'agit d'une part des prestations de service et de la mise à disposition des dirigeants facturées par la société mère aux filiales et d'autre part d'avances en compte courant consenties à/ou par certaines filiales qui donnent lieu à facturation d'intérêts financiers. Par ailleurs, l'ensemble des sociétés françaises font partie d'un groupe d'intégration fiscale dont Gascogne SA est la société mère.

Transactions avec des parties liées

Gascogne SA n'a entretenu, en 2017, aucune relation de quelque nature que ce soit avec les dirigeants (autre que les émoluments ou jetons de présence). Voir le paragraphe IV.4.

La société Attis 2, principale actionnaire du Groupe, détenant 70,6% du capital, a consenti fin 2017 une avance en compte courant d'un montant de 7,1 M€, dans la perspective de la future augmentation de capital prévue en 2018. Cette convention a été conclue à des conditions courantes et normales de rémunération.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autres transactions entre les parties liées qui soient significatives et/ou conclues à des conditions qui ne seraient pas des conditions de marché.

III. ACTIVITE OPERATIONNELLE

III.1. Chiffre d'affaires et créances clients

III.1.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre des activités du Groupe : il est comptabilisé net, après déduction des éventuels escomptes, rabais et ristournes offerts aux clients.

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de transport facturés.

Pour les ventes de biens et marchandises (qui constituent la plus grande part du chiffre d'affaires), le produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens, ainsi que le contrôle, ont été transférés à l'acquéreur. Ce transfert des risques et avantages dépend des incoterms : s'agissant des clients français, en général, le transfert est effectif en sortie d'usine et s'agissant des clients export et grand export, le transfert est effectif à la livraison des produits chez le client.

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Ventes de biens	400 253	399 358
Prestations de services	6 164	7 413
Chiffre d'affaires	406 416	406 771

III.1.2. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont des actifs financiers courants, initialement enregistrés à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeurs éventuelles.

Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction de leur antériorité.

Valeur nette des clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Clients et comptes rattachés	66 194	66 023
Créances à recevoir des parties liées	0	0
Paiements d'avance	420	349
Autres montants d'exploitation	10 735	10 089
Total	77 349	76 461

Variation des dépréciations des comptes clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Augmentation	Diminution	Autres Mouvements	Exercice 2017
Provisions Clients et comptes rattachés	1 937	265	(143)	(3)	2 055
Provisions Autres créances exploitation	104	0	(2)		102
Total	2 041	265	(145)	(3)	2 157

Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Créances sur immobilisations	25	
Créances diverses	3	65
Autres créances d'exploitation	1 189	
Total	1 217	65

III.2. Stocks et achats consommés

III.2.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient en utilisant la méthode du coût moyen pondéré ou à leur valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure. Si la valeur nette probable de réalisation des stocks est inférieure à leur coût de revient, ce montant est ramené à la valeur nette probable de réalisation par le biais d'une dépréciation des stocks. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks de produits finis et d'encours de production ne comprennent que les coûts liés à la production.

Valeur nette des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Matières premières et approvisionnements	47 666	46 198
En cours de production : biens	4 897	4 395
Produits intermédiaires et finis	34 824	39 781
Marchandises	523	678
Total	87 910	93 052

Variation des dépréciations des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Augmentation	Diminution	Exercice 2017
Matières premières et approvisionnements	5 311	3 757	(3 614)	5 454
En cours de production : biens	207	78	(1)	235
Produits intermédiaires et finis	3 249	1 877	(2 572)	2 553
Marchandises	404	107	(214)	297
Total	9 171	5 770	(6 402)	8 539

Les reprises de provisions au cours de l'exercice résultent essentiellement de sorties de stocks dépréciés à la clôture de l'exercice précédent.

Variation des stocks de produits finis et en-cours

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Variation de stocks bruts	(4 820)	(329)
Réprise de provisions sur stocks de produits finis et encours	2 498	2 321
Dotation aux provisions sur stocks de produits finis et encours	(2 905)	(2 522)
Variation des stocks de produits et encours	(4 228)	(530)

III.2.2. Achats consommés

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Achats de marchandises et de matières premières	(201 281)	(195 844)
Variation des stocks de marchandises et de matières premières	549	(6 619)
Réprise de provisions sur stocks de marchandises et matières premières	3 828	3 497
Dotation aux provisions sur stocks de marchandises et matières premières	(3 865)	(3 786)
Achats consommés	(200 767)	(202 952)

III.3. Autres produits et charges opérationnels

Afin de faciliter la lecture du compte de résultat et de la performance du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidés sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée 'Autres produits et charges opérationnels'

Cette ligne inclut principalement :

- le résultat des cessions d'immobilisations,
- les pertes ou reprises de valeur sur actifs immobilisés constatées principalement dans le cadre des tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (UGT) et des goodwill,
- les provisions ou dépenses de réorganisation et de restructuration,
- les litiges majeurs qui naissent de l'activité opérationnelle du groupe.

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Restructurations et litiges	(4 567)	(732)
(Moins) Plus values nettes sur cession d'actifs	894	
Autres	(865)	(333)
Autres produits et charges opérationnels	(4 538)	(1 065)

Restructurations et litiges

Ce poste comprend principalement en 2017 :

- Le coût du PSE de la Division Bois : - 4,7 M€

Face aux difficultés de cette Division en 2016, un plan a été élaboré et annoncé courant 2017 comprenant plusieurs volets : la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie commerciale, une nouvelle stratégie industrielle comprenant des fermetures de sites et une rationalisation de la structure. Cela a nécessité de mettre en œuvre en fin d'année un Plan de Sauvegarde de l'Emploi, et qui prévoit une suppression de 92 postes d'un coût global de 4,7 M€ dont 1,1 M€ engagés en 2017 et 3,6 M€ provisionnés dans les comptes.

- La provision du plan social dans la filiale allemande de l'Activité Flexible : - 1,3 M€

Suite à la baisse continue de la rentabilité de la filiale allemande Gascogne Flexible Germany, particulièrement accentuée en 2017 (l'EBITDA a été divisé par deux) ; une réorganisation industrielle a été élaborée et un plan de départ a été décidé en fin d'année pour redonner de la compétitivité à cette société et lui permettre de se redéployer commercialement. Ce plan est provisionné à hauteur de 1,3 M€.

- Des reprises nettes de litiges : + 1,4 M€

Ces reprises nettes comprennent une reprise de 0,9 M€ suite à l'évolution favorable d'un litige commercial, une reprise de 1,5 M€ suite à l'extinction du risque de reversement d'une subvention (risque constaté en dette fin 2016), à une dotation de 0,5 M€ liée à des litiges commerciaux et des dotations de 0,5 M€ liée à des litiges sociaux, principalement liés à l'amiante.

Ce poste comprend principalement en 2016 :

- des charges liées aux restructurations (avocat et coûts de départs) : - 0,6 M€
- de la reprise partielle (sans objet) d'une provision pour un litige : + 0,3 M€
- des dotations de provisions pour litiges sociaux : - 0,4 M€

Plus values nettes sur cession d'actifs

Ce poste comprend principalement la plus-value réalisée sur la cession de l'activité Murs à Ossature Bois.

Autres produits et charges

Ce poste intègre en 2017 principalement les frais de mise en place du refinancement (- 1 M€).

Ce poste est principalement constitué en 2016 de frais divers liés à d'anciens sites (Givet et Dordives)

III.4. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", et compte tenu de l'organisation interne du Groupe en terme de management et de reporting, le Groupe présente une information sectorielle par secteur d'activité.

Le Principal Décideur Opérationnel (PDO) est le Président Directeur Général du Groupe

Le Groupe dispose de 4 secteurs, comme décrit ci-après, qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du Groupe. Les dirigeants des Divisions Emballage (qui regroupe les Activités Papier, Sacs et Flexible) et Bois sont des segment managers au sens de la norme IFRS 8 et ils reportent au Président Directeur Général.

Les unités opérationnelles stratégiques du Groupe offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles nécessitent la mise en œuvre de stratégies technologiques et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs du Groupe sont résumées ainsi :

- Activité Bois : la production de bois d'œuvre et de trituration, parquets, lambris finis, moulures, panneaux, aménagement et accessoires,
- Activité Papier : la fabrication de papier kraft naturel frictionné et kraft naturel pour sacs,
- Activité Sacs : la production de sacs petite, moyenne et grande contenances,
- Activité Flexible : la fabrication de complexes multicouches (standard ou renforcé), supports siliconés, papiers gommés.

L'information sectorielle du Groupe est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers.

(en milliers d'euros)						31 décembre 2017
	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
- de l'activité	106 579	128 778	112 053	121 071	5 058	475 539
- intragroupe	(37 655)	(22 843)	(1 105)	(2 518)	(5 002)	(69 123)
chiffre d'affaires net	68 924	105 936	110 948	120 554	56	406 416
Résultat opérationnel courant	222	6 754	3 706	5 668	(249)	16 120
Résultat opérationnel	(3 884)	6 776	3 527	5 437	(274)	11 582
Résultat des équivalences	0	0	209	0	0	209
Dotations aux amortissements	(1 333)	(3 262)	(1 488)	(3 206)	(396)	(11 686)
(Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	0	0	0	0	0	0
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	(1 982)	123	(112)	994	132	(845)
Investissements industriels	1 303	11 184	3 968	1 475	391	18 321
Effectifs	385	409	500	366	30	1 690
Immobilisations incorporelles et corporelles	17 806	57 039	32 689	27 432	2 109	137 075
Titres mis en équivalence	0	0	3 405	0	0	3 405
Actifs sectoriels	40 591	41 581	45 066	37 514	1 724	166 477
Autres actifs	0	0	0	0	0	37 475
Total de l'actif	0	0	0	0	0	344 431
Passifs sectoriels	22 126	18 763	19 073	19 490	1 600	81 051
Autres passifs	0	0	0	0	0	155 266
Total du passif	0	0	0	0	0	236 318

31 décembre

2016

(en milliers d'euros)	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
de l'activité	112 405	126 484	109 361	123 074	5 344	475 669
intragroupe	(39 511)	(20 378)	(644)	(3 076)	(5 250)	(68 859)
chiffre d'affaires net	72 894	106 106	108 717	118 998	55	406 771
Résultat opérationnel courant	(2 594)	6 889	2 240	5 121	(57)	11 599
Résultat opérationnel	(2 766)	6 529	2 446	4 529	(203)	10 535
Résultat des équivalences			267			267
Dotations aux amortissements	(840)	(1 486)	(4 251)	(3 237)	(399)	(10 212)
(Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif						0
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	2 944	848	4 376	2 176	515	10 859
Investissements industriels	2 978	11 338	2 967	2 145	426	19 853
Effectifs	446	409	463	379	27	1 724
Immobilisations incorporelles et corporelles	16 970	49 020	32 411	29 105	2 124	129 629
Titres mis en équivalence			3 196			3 196
Actifs sectoriels	41 845	45 866	43 902	37 605	361	169 581
Autres actifs						37 448
Total de l'actif						339 854
Passifs sectoriels	20 138	20 215	19 657	20 374	1 248	81 632
Autres passifs						157 829
Total du passif						239 462

La répartition géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
France	176 190	177 560
Allemagne	46 070	46 236
Autres pays de l'Union Européenne	131 666	128 535
Pays hors de l'Union Européenne	52 480	54 340
Total	406 416	406 771

Les actifs immobilisés sont situés à 88% en France, 10% en Allemagne et le solde en Tunisie et en Grèce.

Aucun client ne représente individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

III.5. Participation dans les sociétés mises en équivalence

Le Groupe détient 40% de deux sociétés italiennes Saccificio Veneto et Lessinia, mises en équivalence dans les comptes pour un montant de 3 405 K€ fin 2017.

(En milliers d'euros)	Saccificio Veneto	Lessinia	Total
Pourcentage de détention	40%	40%	
Valeur d'équivalence au 31 décembre 2015	704	2 225	2 929
Résultat	78	180	267
Autres			
Valeur d'équivalence au 31 décembre 2016	782	2 414	3 196
Résultat	109	100	209
Valeur d'équivalence au 31 décembre 2017	891	2 514	3 405

Les sociétés du Groupe n'ont réalisé aucune transaction avec ces sociétés en 2016 et en 2017.

III.6. Autres passifs

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en "Autres passifs" (courants et non courants) et sont ensuite reprises en résultat en "Autres produits et charges opérationnelles" en étalant linéairement leur montant sur la durée d'utilité de l'immobilisation concernée.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées directement en résultat en "Autres produits et charges d'exploitation".

Autres passifs

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Autres passifs non courants		
Subventions d'investissement	1 076	5 258
Total des autres passifs non courants	1 076	5 258
Autres passifs courants		
Subventions d'équipements	242	446
Participation des salariés	0	0
Dettes sur immobilisations	3 689	4 900
Dettes diverses	7 079	
Total des autres passifs courants	11 009	5 346
Total des autres passifs	12 085	10 604

Les dettes diverses comprennent en 2017 l'avance en compte courant de 7,1 M€ consentie en fin d'année par l'actionnaire principal Attis 2, dans la perspective de l'augmentation de capital prévue en 2018.

Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Autres produits courants	2 265	978
Subventions d'investissement virées au résultat	179	221
Subventions d'exploitation	225	181
Autres charges courantes	(1 398)	(431)
(Dotations) Reprises provisions clients, autres créances et actifs courants	(119)	(67)
Autres produits et (charges) d'exploitation	1 352	886

III.7. Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dans l'activité Papier, le Groupe s'est vu attribuer des droits d'émission de gaz à effet de serre.

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des droits d'émission de CO₂, la société a exercé son jugement et applique depuis la clôture au 31 décembre 2013 les nouvelles dispositions suivantes (qui sont notamment conformes au Règlement de l'ANC n° 2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013) :

- Les quotas sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stock :
 - Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés en stock pour une valeur nulle,
 - Les quotas acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
 - Les ventes ou les restitutions annuelles de quotas constituent des sorties de stock, qui sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré
 - Si la valeur comptable des stocks de quotas à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- A chaque arrêté, une provision est comptabilisée pour matérialiser les obligations de restitution de quotas liées aux émissions de la période. Cette provision est calculée sur la base des émissions estimées de la période, valorisées au coût unitaire moyen pondéré du stock à la fin de cette période. Elle est reprise lors de la restitution des quotas.

Dans le cas où les obligations de restitution à l'échéance sont supérieures aux quotas disponibles enregistrés en stock, une provision pour le complément de provisions lié aux quotas manquants est valorisée à leur valeur de marché et comptabilisée.

Suivi des utilisations de quotas de la société Gascogne Papier

En tonnes	Avant 2014	2014	2015	2016	2017
Emission de CO ₂		61 100	53 323	36 238	17 970
Quotas alloués		82 198	80 729	79 243	77 741
Quotas non utilisés		21 098	27 406	43 005	59 771
Quotas non utilisés cumulés	70 251	91 349	118 755	161 760	221 531

Les quotas alloués au titre des années à venir (2018 à 2020) au titre du PNAQ3 s'élèvent à 224 066 tonnes.

Jusqu'à présent, Gascogne Papier s'est vu attribuer des quotas (gratuits) par les pouvoirs publics, supérieurs à ses besoins comme le montre le tableau ci-dessus. Aussi, la société n'a jamais eu besoin d'acquérir des quotas à titre onéreux, la gestion de ces quotas n'a pas donc pas d'incidences sur les comptes du Groupe.

Le solde des quotas non utilisés cumulés à fin 2017 s'élèvent à 221 531 tonnes.

IV. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

IV.1. Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée, applicable depuis le 1er janvier 2014. Ils se décomposent entre avantages à court terme et avantages à long terme.

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, congés maladie, primes et autres avantages (tels que les indemnités de fin de contrat) payables dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les salariés ont rendu les services correspondant.

Ces avantages sont comptabilisés en dettes courantes et enregistrés en charges sur l'exercice lorsque le service est rendu par le salarié.

Les avantages à long terme couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite et les compléments de retraite
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent les médailles du travail

Les différents avantages offerts à chaque employé dépendent des législations locales, conventions ou accords en vigueur dans chaque société du Groupe.

Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations : ils sont enregistrés en charge sur la base des appels de cotisation
- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations. Une obligation (cf note IV.2.) est alors comptabilisée au passif de l'état de la situation financière.

Les coûts attendus de ces avantages sont comptabilisés en charges de personnel tout au long de la période d'activité du salarié dans l'entreprise ('coût des services rendus').

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Salaires et traitement:	(57 893)	(59 093)
Charges sociales:	(22 003)	(22 213)
Participation des salariés:	(245)	(39)
Coûts des services rendus	(746)	(682)
Frais de personnel	(80 886)	(82 027)

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) constaté en 2016 et 2017 représente respectivement 2,2 M€ et 2,4 M€. Il est présenté en diminution des charges sociales.

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) constaté en 2016 et en 2017 représente respectivement 0,3 M€ et 0,3 M€. Il est présenté en diminution des salaires et traitements.

IV.2. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Comme indiqué dans la note IV.1., les avantages à long-terme pour les plans à prestations définies créent une obligation comptabilisée en provision pour retraites et engagements assimilés.

La provision pour retraites est égale à la valeur actualisée des obligations diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs versés dans des fonds affectés à leur financement. Un excédent d'actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe.

La provision pour les autres avantages à long terme est quant à elle égale à la valeur actualisée des obligations.

La détermination de ces provisions repose sur des évaluations effectuées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière. Ces évaluations intègrent aussi bien des hypothèses macroéconomiques propres à chaque pays dans lesquels le Groupe opère (taux d'actualisation, croissance des salaires) que démographiques (taux de rotation des effectifs, âge de départ en retraite, espérance de vie).

Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux rendements procurés par les obligations émises par des entreprises de première catégorie sur des durées équivalentes à celles des engagements à la date d'évaluation.

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Les écarts actuariels sont comptabilisés dans l'état du résultat global, nets d'impôts différés.

Lorsque les avantages du régime sont modifiés, ou en cas de réduction de régime, l'impact associé aux services passés rendus par le personnel ou le profit (perte) lié à la réduction de régime, est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le Groupe comptabilise des profits et pertes au titre de la liquidation d'un régime à prestations définies au moment où la liquidation se produit.

Les calculs actuariels des avantages au personnel sont effectués par un actuaire indépendant et sont comptabilisés de la manière suivante :

- Au bilan

Le montant comptabilisé au passif au titre des prestations définies apparaît au passif sous la rubrique "Avantages du personnel" et est égal à :

- la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de la clôture,
 - diminuée de la juste valeur, à la date de la clôture, des actifs du régime utilisés directement pour payer ou financer les obligations,
 - diminuée des paiements effectués.
- Les autres composantes de variation de la provision sont comptabilisées dans les rubriques suivantes du compte de résultat :
- coût des services rendus et des services passés : en frais de personnel (résultat opérationnel courant),
 - charges d'intérêts nets sur le passif net (charges financières).

IV.2.1. Description des régimes

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO et AGIRC, fonds de pension à cotisations définies dans certaines filiales étrangères).

Les paiements du Groupe sont constatés en charge de la période comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Cotisations de retraite	8 941	9 764

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent principalement :

- les avantages postérieurs à l'emploi :

* les indemnités de fin de carrière (en France, en Allemagne, en Grèce et en Tunisie) : indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite,

* les régimes de retraite par capitalisation (article 39) en France pour certaines catégories de salariés qui recevront un complément de retraite correspondant à un pourcentage de leur salaire s'ils sont présents dans l'entreprise lors de leur retraite, et les régimes de retraite en Allemagne,

* les plans de départ ACAATA qui permettent à des salariés du site de Mimizan ayant été exposés à l'amiante de démissionner et d'être indemnisé par un fonds public (CAATA) pour la période entre la date de départ anticipée et l'âge de liquidation des droits à retraite. Lors du départ du salarié, l'entreprise lui verse une indemnité de cessation anticipée d'activité qui remplace l'indemnité de fin de carrière. Ces plans sont provisionnés au même titre que les indemnités de fin de carrière.

- d'autres avantages à long terme

* les indemnités liées aux médailles du travail en France et en Allemagne.

IV.2.2. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les évaluations

Les évaluations actuarielles dépendent d'un certain nombre d'hypothèses à long terme. Ces hypothèses, revues annuellement, sont les suivantes :

	Exercice 2017	Exercice 2016
France		
Age de départ à la retraite:		
Cadres	64 à 67 ans	64 à 67 ans
Non cadres	62 à 65 ans	62 à 65 ans
Taux d'actualisation indemnités de fin de carrière	1,50%	1,30%
Taux d'actualisation retraite par capitalisation	1,00%	0,90%
Taux d'actualisation médaille du travail	1,00%	0,90%
Taux d'augmentation des salaires (*)	1,70%	1,70%
Allemagne		
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	1,50%	1,30%
Taux d'augmentation des salaires (*)	3%	2,50%
Grèce		
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	1,50%	1,30%
Taux d'augmentation des salaires (*)	2,50%	2,50%

(*) Taux d'inflation inclus

La table de mortalité TH/TF 00-02 est utilisée pour les engagements concernant la France.

Le taux d'actualisation repose sur les indices iBoxx € Corporates AA10+ et AA7-10 (selon la maturité des engagements estimée à la date de l'évaluation). Cet indice reprend un panier d'obligations composé de valeurs financières et non financières.

Sensibilité de la dette au taux d'actualisation

Au 31 décembre 2017, une variation du taux d'actualisation de +/- 50 points de base entraînerait une variation de +/- 1,3 M€ de ces engagements.

IV.2.3, Synthèse de la situation financière des régimes

Les régimes non financés, ainsi que les régimes financés partiellement ou intégralement, se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Valeur actualisée des obligations non financées	7 440	7 549
Valeur actualisée des obligations partiellement ou intégralement financées	10 707	11 306
Total des valeurs actualisées des obligations	18 147	18 855
Juste valeur des actifs du régime	1 700	1 988
Passif comptabilisé au titre des prestations définies	16 447	16 867

La composition des actifs du régime et le taux de rendement sont les suivants :

Sociétés françaises	Exercice 2017	Exercice 2016
Obligations	85%	85%
Actions	8%	7%
Immobilier	6%	6%
Autres actifs	1%	1%
Liquidités	1%	1%
Taux d'intérêt pour les actifs	3,12%	3,23%

Répartition globale par secteur du portefeuille obligataire

Répartition de la poche obligataire	Exercice 2017	Exercice 2016
Souverains	59%	59%
Corporates	15%	14%
Financières	26%	27%

Répartition géographique du portefeuille obligataire

Répartition de la poche obligataire	Exercice 2017	Exercice 2016
France	60%	61%
Autres pays de la zone euro	20%	23%
Etats-Unis	6%	5%
Royaume-Uni	4%	3%
Autres pays	9%	8%

IV.2.4. Détail et évolution des engagements

La variation des principaux avantages au cours de l'exercice 2017 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Indemnités de départ à la retraite		Retraite par capitalisation		Autres engagements de fin de carrière		Retraites & indemnités assimilées		Médailles du travail		Engagements de retraite et autres avantages	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Évaluation des Engagements Bruts												
En début de période	17 288	16 341	1 144	1 032	165	141	16 590	17 514	266	514	16 856	16 028
Coûts des services rendus	892	780	39	37		17	932	814	18	13	950	827
Profits sur réduction de régime	(170)	(7)					(120)	(7)	0	(229)	(120)	(236)
Prestations servies	(879)	(1 338)	(279)				(1 159)	(1 338)	(11)	(39)	(1 170)	(1 377)
Charges d'intérêts	230	317	10	15			240	332	2	7	242	340
Restructurations, cessions d'actifs							0	0			0	0
Charges de l'exercice	123	(268)	(220)	52	0	17	(107)	(199)	9	(248)	(96)	(447)
Variation de périmètre							0	0			0	0
Variation de change		(3)					0	(3)			0	(3)
Perte (gain) actuariel	(630)	1 218	42	59			(587)	1 277	(23)		(611)	1 277
En fin de période	16 781	17 388	957	1 144	155	158	17 696	18 590	252	255	16 148	16 856
Valeur de marché des actifs affectés aux plans												
En début de période	889	872	999	872			1 989	1 944			1 589	1 544
Rendements attendus des actifs	13	19	8	15			22	34			22	34
Contributions de l'employeur			2				2	0			2	0
Prestations servies	(43)		(278)				(323)	0			(323)	0
Produits de l'exercice	(30)	19	(268)	15	0	0	(289)	34	0	0	(299)	34
Perte (gain) actuariel	(3)	(3)	13	13			10	10			10	10
En fin de période	856	889	745	899	0	0	1 700	1 988	0	0	1 700	1 988
Engagements de retraites et autres avantages	16 825	16 299	212	145	155	158	16 195	16 603	252	255	16 447	16 868

IV.3. Plan d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites

Il n'y a pas de plan d'options d'achat d'actions ou d'attributions gratuites actifs à fin 2017.

IV.4. Rémunération des dirigeants (parties liées)

IV.4.1. Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants

Les rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants au titre des exercices 2016 et 2017 sont les suivants :

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Avantages court terme	356	434
Avantages postérieurs à l'emploi (*)	0	7
Indemnités de fin de contrat de travail versées		
Paiements fondés sur des actions		
Total	356	491

(*) Variation de l'engagement sur l'exercice

Les rémunérations et avantages présentés dans le tableau ci-dessus comprennent 3 dirigeants à fin 2017 et à fin 2016.

Au 31 décembre 2017, la société n'a pas d'engagement vis-à-vis de son Président Directeur Général Dominique Coutière en matière d'avantages postérieurs à l'emploi (contrat de capitalisation ou golden parachute).

IV.4.2. Rémunérations octroyées aux membres du Conseil d'administration

Les jetons de présence servis au titre de l'exercice 2017 aux membres du Conseil d'administration se sont élevés à 23 K€.

IV.4.3. Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Aucune option ou aucune action n'a été attribuée aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2017.

V. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

V.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Goodwill.

Les goodwills sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit dans la note II.3. Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Brevets et licences.

Les brevets et licences sont amortis linéairement sur la durée de la période de leur protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui s'établit entre 1 et 10 ans.

Frais de développement.

Selon la norme IAS 38 "*Immobilisations incorporelles*", les frais de développement sont immobilisés dès que l'entreprise peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- sa capacité à vendre ou à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour réaliser le projet,
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de recherche et de développement qui ne satisfont pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés, qui satisfont aux critères ci-dessus, sont immobilisés à l'actif du bilan. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent de la main d'œuvre directe et une quote-part appropriée des frais généraux.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Dépenses ultérieures.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées uniquement si elles satisfont aux conditions définies par la norme IAS 38 et exposées ci-dessus. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les variations des goodwill et autres immobilisations incorporelles sont analysées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Goodwills	Frais de développements Brevets acquis	Logiciels et développements projetés	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur Brute au 1/1/2016	25 674	70	8 955	465	36 163
Variation de périmètre	208		30		238
Acquisitions		46	49	44	139
Cessions			(47)		(47)
Ecart de conversion	(207)		(3)		(210)
Autres mouvements	(24 571)		(314)	93	(24 793)
Valeur Brute au 31/12/2016	2 104	116	8 668	602	11 490
Valeur Brute au 1/1/2017	2 104	116	8 668	602	11 490
Variation de périmètre					
Acquisitions		55	31	16	103
Cessions			(36)		(36)
Ecart de conversion	(352)		(6)		(358)
Autres mouvements			79	(21)	59
Valeur Brute au 31/12/2017	1 752	171	8 737	597	11 258
Amortissements et dépréciations cumulés au 1/1/2016	(24 592)	(70)	(8 148)	(456)	(33 266)
Variation de périmètre			(14)		(14)
Dotations aux amortissements		(9)	(293)	(27)	(330)
Diminutions d'amortissements			34		34
Dépréciations des actifs incorporels					
Ecart de conversion	20		3		23
Autres mouvements	24 571		276	(52)	24 795
Amortissements et dépréciations cumulés au 31/12/2016	(0)	(79)	(8 142)	(536)	(8 756)
Amortissements et dépréciations cumulés au 1/1/2017	(0)	(79)	(8 142)	(536)	(8 756)
Variation de périmètre					
Dotations aux amortissements		(27)	(233)	(14)	(275)
Diminutions d'amortissements			33		33
Dépréciations des actifs incorporels					
Ecart de conversion			6	(0)	6
Autres mouvements					
Amortissements et dépréciations cumulés au 31/12/2017	(0)	(106)	(8 336)	(550)	(8 991)
Valeur Nette au 31 décembre 2016	2 104	37	526	66	2 733
Valeur Nette au 31 décembre 2017	1 752	65	401	47	2 266

Le détail des goodwill nets par Unité Génératrice de Trésorerie est donné dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Augmentation (Diminution)	Variations de change	Exercice 2017
UGT GST	1 896		(352)	1 544
UGT Bois	208			208
Montant en fin de période	2 104		(352)	1 752

V.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments contrôlés par l'entreprise, dont le coût peut être déterminé de façon fiable, pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et qui sont utilisés sur une durée supérieure à un exercice sont comptabilisés en immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont évalués en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par catégorie d'élément d'actif, sur la base du coût d'acquisition. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels du Groupe sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a ainsi isolé parmi ses équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique et dans ce cadre, les durées d'utilité effectives des actifs industriels ont été revues. Cette approche dite "par composant" a été également appliquée aux bâtiments.

Dans ce cadre, il n'y a plus lieu de constater de provisions pour gros entretien. Les grosses réparations sont désormais traitées comme un composant constitutif de la valeur de l'actif.

Les immobilisations sont amorties linéairement sur la durée d'utilité prévue pour chaque type de bien ou de composant. Les durées retenues sont :

Bâtiments	15 à 50 ans
Matériel et outillage	5 à 30 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans

Coûts ultérieurs

Le Groupe enregistre dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les variations des immobilisations corporelles sont analysées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur Brute au 1/1/2016	17 082	85 160	447 101	17 050	27 791	594 186
Variation de périmètre	203	736	1 638	286	7	2 869
Acquisitions	35	1 841	7 136	1 104	12 094	22 210
Cessions		(673)	(1 569)	(632)	(194)	(3 067)
Ecart de conversion	(26)	(41)	(376)	(27)		(469)
Autres mouvements	975	5 250	30 734	(1 801)	(36 725)	(1 767)
Valeur Brute au 31/12/2016	18 069	92 275	484 665	15 980	2 973	613 962
Valeur Brute au 1/1/2017	18 069	92 275	484 665	15 980	2 973	613 962
Variation de périmètre						
Acquisitions	32	498	8 303	3 232	7 770	19 835
Cessions	(70)	(400)	(9 785)	(1 607)	(75)	(11 937)
Ecart de conversion	(48)	(77)	(710)	(76)		(911)
Autres mouvements	(46)	31	4 128	(6)	(3 885)	222
Valeur Brute au 31/12/2017	17 937	92 327	486 602	17 523	6 782	621 171
Amortissements et dépréciations cumulés au 1/1/2016	(15 978)	(66 186)	(383 480)	(15 605)		(481 250)
Variation de périmètre	(100)	(161)	(1 124)	(258)		(1 644)
Dotations aux amortissements	(387)	(712)	(7 455)	(1 364)		(9 918)
Diminutions d'amortissements		402	1 627	559		3 587
Dépréciations des actifs corporels						
Ecart de conversion		9	317	19		346
Autres mouvements	(21)	(19)	973	1 879		2 813
Amortissements et dépréciations cumulés au 31/12/2016	(16 486)	(66 668)	(389 143)	(14 769)		(487 066)
Amortissements et dépréciations cumulés au 1/1/2017	(16 486)	(66 668)	(389 143)	(14 769)		(487 066)
Variation de périmètre						
Dotations aux amortissements	(429)	(1 083)	(9 582)	(250)		(11 344)
Diminutions d'amortissements		320	9 493	1 476		11 289
Dépréciations des actifs corporels						
Ecart de conversion		20	649	38		707
Autres mouvements	46	(1)	(3)	9		52
Amortissements et dépréciations cumulés au 31/12/2017	(16 869)	(67 412)	(388 586)	(13 495)		(486 362)
Valeur Nette au 31 décembre 2016	1 584	25 607	95 521	1 211	2 973	126 896
Valeur Nette au 31 décembre 2017	1 068	24 915	98 016	4 028	6 782	134 809

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles : résultat opérationnel courant		275	330
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles : autres produits et charges opérationnels			
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(V.2)	275	330
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles : résultat opérationnel courant		11 344	9 918
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles : autres produits et charges opérationnels		67	36
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(V.3)	11 411	9 982
Dotations aux amortissements		11 686	10 212

Contrats de location.

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple. Les contrats de location-financement sont comptabilisés dans les immobilisations au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur en contrepartie d'une dette financière. Ces actifs sont amortis sur leur durée d'utilité attendue sur la même base que les actifs détenus ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Les contrats de location simple ne sont pas comptabilisés au bilan et les charges de loyers sont comptabilisées en charge dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Le Groupe a recours à :

- des contrats de location-financement : du matériel informatique (serveurs, PC), des véhicules en LLD, du matériel industriel tels que des chariots élévateurs, des matériels de levage
- des contrats de location simple : des baux commerciaux, un contrat de location pour un site industriel, des matériels industriels loués ponctuellement sur des durées courtes, des sites de stockage

Le montant des contrats de location comptabilisés dans les immobilisations se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur Brute au 31 décembre 2016	2 624	4 483	7 107
Amortissements et provisions	(1 140)	(4 000)	(5 140)
Valeur Nette au 31 décembre 2016	1 484	483	1 967
Valeur Brute au 31 décembre 2017	2 010	5 902	7 912
Amortissements et provisions	(727)	(3 515)	(4 242)
Valeur Nette au 31 décembre 2017	1 283	2 387	3 670

Passifs relatifs aux contrats de location-financement (valeur actualisée des paiements minimaux)

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
A moins d'un an	1 110	596
De deux à cinq ans	2 664	1 658
A plus de cinq ans	347	-
Total	4 122	2 254

Contrats de location simple

Au 31 décembre, le montant des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple est le suivant :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
A un an	1 639	2 157
De deux à cinq ans	3 657	3 316
A plus de 5 ans	269	807
Total	5 565	6 280

Le montant des paiements au titre des contrats de location simple enregistré en charge sur l'exercice 2017 s'établit à 2 749 K€, contre 2 805 K€ en 2016.

V.3. Dépréciation des actifs

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'elles ont pu perdre notablement de leur valeur.

Les valeurs comptables des autres actifs : les immobilisations incorporelles à durées d'utilité définies – essentiellement les brevets et logiciels – ainsi que les immobilisations corporelles font également l'objet d'un test de dépréciation, lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de ces immobilisations.

UGT et goodwill

Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT relatives à un actif ou à un groupe d'actifs doivent être identifiées de façon permanente d'un exercice à l'autre sauf si ce changement est justifié.

Test de dépréciation

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable d'un actif immobilisé à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

En l'absence de juste valeur résultant de prix constatés sur un marché, la valeur recouvrable des actifs est déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. En pratique cette valeur d'utilité est déterminée comme étant la somme des flux de trésorerie futurs actualisés générés par l'actif testé, avec prise en compte d'une valeur terminale basée sur un taux de croissance à long terme de ces flux de trésorerie. Les projections sont basées sur une durée de 5 ans et résultent des "business plans" construits sur les hypothèses économiques et les conditions prévisionnelles retenues par la Direction.

Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif correspondant est ramené à sa valeur recouvrable par la comptabilisation d'une perte de valeur.

Cette perte de valeur est enregistrée en "Autres produits et charges opérationnels" et est imputée en priorité aux goodwills. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie (telles que brevets ou logiciels) sont réversibles et peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée). Les pertes de valeur relatives aux goodwills sont irréversibles. Après imputation sur le goodwill, les pertes de valeurs résiduelles s'imputent sur la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Cette imputation a pour effet de diminuer la base amortissable et donc de réduire le montant de la dotation aux amortissements des exercices suivants.

V.3.1. Modalités des tests de perte de valeur

Le Groupe a regroupé ses actifs au sein de 7 Unités Génératrices de Trésorerie :

- L'UGT Bois : sociétés de l'Activité Bois (correspondant au secteur du même nom dans l'information sectorielle),
- L'UGT Papier : sociétés de l'Activité Papier (correspondant au secteur du même nom dans l'information sectorielle),
- Les 4 UGT de l'Activité Sacs
 - o L'UGT Gascogne Sacs : société Gascogne Sacs en France,
 - o L'UGT Gascogne Sack Deutschland : société Gascogne Sack Deutschland en Allemagne,
 - o L'UGT Aigis : société Aigis en Grèce,
 - o L'UGT GST : société Gascogne Sack Tunisia en Tunisie,
- L'UGT Flexible : sociétés de l'Activité Flexible (Gascogne Flexible et Gascogne Flexible Germany)

La valeur d'utilité de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie au 31 décembre 2017 a été estimée selon la méthodologie suivante :

- les flux de trésorerie futurs issus des business plan à 5 ans (2018-2022) ;
- le taux d'actualisation est identique pour les UGT Bois, Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Sack Deutschland, à 8,2%, il reflète le WACC du marché, et ces UGT opèrent principalement en Europe de l'ouest dans des environnements économiques semblables ;
- le taux d'actualisation des UGT Aigis (15%) et Gascogne Sack Tunisia (11,1%) sont supérieurs afin d'appréhender les risques économiques et politiques persistants de la Grèce pour Aigis et de la Tunisie pour Gascogne Sack Tunisia ;
- le taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans couverte par les prévisions s'élève à 2% pour l'ensemble des UGT ;

V.3.2. Pertes de valeur

Les pertes de valeur comptabilisées au 31 décembre 2017 s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Dotations	Reprises	Exercice 2017
Goodwill	0			0
Immobilisations corporelles	35 239			35 239
UGT BOIS	35 239	0	0	35 239
Goodwill	0			0
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	91 250			91 250
UGT PAPIER	91 449	0	0	91 449
Goodwill	0			0
Immobilisations corporelles	2 022			2 022
UGT Gascogne Sack Deutschland	2 022	0	0	2 022
Goodwill	0			0
Immobilisations corporelles	5 992			5 992
UGT Aigis	5 992	0	0	5 992
Goodwill	0			0
UGT FLEXIBLE	0	0	0	0
Goodwill	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	199	0	0	199
Immobilisations corporelles	134 503	0	0	134 503
Total	134 702	0	0	134 702

Aucune perte de valeur n'a jamais été comptabilisée sur les 2 autres UGT : Gascogne Sacs (France) et Gascogne Sack Tunisia.

V.3.3. Tests de sensibilité

La sensibilité de la valorisation des UGT est présentée lorsqu'un changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé pourrait conduire à ce que la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable.

Les UGT Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Sack Deutschland font apparaître un risque de dépréciation.

Les chiffres indiqués ci-dessous représentent l'écart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de l'UGT dans le cas de la variation de +/- 10% de chaque hypothèse clé. Un chiffre négatif indique une dépréciation.

En millions d'euros	Taux d'actualisation des flux de trésorerie		Taux de croissance à l'infini		Taux de EBE/CA (flux terminal)	
	- 0,82 pt	+ 0,82 pt	- 0,2 pt	+ 0,2 pt	- 10% taux EBE/CA	+ 10% taux EBE/CA
UGT Papier	24,6	-10,4	1,5	8,1	-11,1	20,5
UGT GS	12,6	-1,3	3,5	6,0	4,8	12,4
UGT GSD	1,4	-0,4	0,3	0,6	-0,4	1,2

Pour les UGT Bois et Aigis dépréciées en quasi-totalité, les tests de sensibilité ne permettent pas d'envisager une reprise des dépréciations antérieures avec des valeurs raisonnables d'hypothèse clés.

Il a également été calculé comment les hypothèses clés devaient varier (à la hausse pour le taux d'actualisation, à la baisse pour le taux de croissance à l'infini et le taux d'EBE/CA du flux terminal) pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable.

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Taux EBE/CA flux terminal
	Taux retenu (en %)	Augmentation nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en % de taux d'actualisation supplémentaire)	Taux retenu (en %)	Diminution nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en % de taux de croissance en moins)	Diminution nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en % de diminution du taux d'EBE/CA retenu)
UGT					
Gascogne Sacs	8,20%	+0,63% ⁽¹⁾	2%	-0,87%	-10,0%
Gascogne Sack Deutschland	8,20%	+0,42%	2%	-0,63%	-5,0%
Papier	8,20%	+0,23%	2%	-0,30%	-3,0%
Gascogne Sack Tunisia	11,10%	+6,0%	2%	na ⁽²⁾	-52%
Flexible	8,20%	+6,28%	2%	na ⁽²⁾	-41%

⁽¹⁾ Cela signifie que le taux d'actualisation doit être porté de 8,2% à 8,83% pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable.

⁽²⁾ L'écart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de ces UGT est suffisamment important pour qu'aucune diminution du taux de croissance à l'infini (jusqu'à un taux de croissance nul au plus bas) n'entraîne une diminution de la valeur recouvrable au niveau de la valeur comptable de l'UGT.

V.4. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Le Groupe n'a pas d'engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles.

VI. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, non représentative d'avantages économiques futurs pour le Groupe.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est fournie en annexe.

Les passifs éventuels correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs et incertains qui ne sont pas sous le contrôle du Groupe,
- des obligations actuelles résultant d'éléments passés mais qui ne sont pas comptabilisées dans la mesure où il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et le montant de l'obligation ne peut pas être évalué de manière fiable.

Dans le cas de restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution avant la date de la clôture.

VI.1. Provisions au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Dotations globales	Reprises globales	Reclassement	Ecart de conversion	Exercice 2017
Provisions pour litiges	3 192	414	(516)	1 114		2 203
Provisions pour impôt						
Provisions pour restructurations et départs	160			(160)		
Provisions environnementales						
Divers		52	(18)	111		145
Provisions pour risques et charges à long terme	1 352	466	(535)	1 066		2 349
Provisions pour litiges	2 789	254	(1 023)	(954)		1 066
Provisions pour impôt	0					0
Provisions pour pertes s/contrats déficitaires	113	145	(113)			145
Provisions pour restructurations et départs	15	5 148	(15)			5 148
Provisions environnementales	1 054					1 054
Divers	259	113	(131)	(111)	3	131
Provisions pour risques et charges à court terme	4 230	5 660	(1 282)	(1 066)	2	7 544
Total	5 582	6 126	(1 817)		2	9 893

Litiges

Des litiges sont provisionnés dans les comptes consolidés pour un montant de 3,3 M€ et comprennent

- des litiges en matière de maladie professionnelle avec d'anciens salariés de la papeterie ayant développé des maladies liées à l'amiante
- des litiges sociaux avec d'anciens salariés
- des litiges commerciaux

La diminution des provisions pour litiges résulte principalement en 2017 de l'évolution favorable d'un litige commercial (reprise de 0.9M€).

Par ailleurs, le risque de reversement d'une subvention (risque constaté par une dette) s'est éteint, entraînant un profit de 1.5M€.

Provisions pour restructurations et départs

Des provisions pour restructurations ont été dotées dans les sociétés Gascogne Bois (3,6 M€) et Gascogne Flexible Germany (1,3 M€) en 2017, voir le paragraphe III.3. Autres produits et charges opérationnels.

Contrôles fiscaux en cours

Au 31 décembre 2017, il n'y a pas de contrôle fiscal en cours.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres litiges pouvant avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe.

VI.2. Variations des provisions dans le compte de résultat

Exercice 2017 (en milliers d'euros)	(Dotations)	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(512)	346	(166)
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	(5 614)	1 481	(4 133)
Provisions dans le résultat opérationnel	(6 126)	1 827	(4 300)

Exercice 2016 (en milliers d'euros)	(Dotations)	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(310)	714	404
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	(667)	2 501	1 834
Provisions dans le résultat opérationnel	(977)	3 215	2 238

Les charges financières n'incluent pas de provisions.

Ventilation par nature des dotations et reprises de provisions pour risques et charges

Exercice 2017 (en milliers d'euros)	Litiges	Pertes sur contrats déficitaires	Restructurations et départs	Divers	Total
Dotations					
Résultat courant opérationnel	(202)	(145)		(165)	(512)
Autres produits et charges opérationnels	(466)		(5 148)		(5 614)
Total des dotations	(668)	(145)	(5 148)	(165)	(6 126)
Reprises					
Résultat courant opérationnel	58	113	15	150	336
Autres produits et charges opérationnels	1 481				1 481
Total des reprises	1 539	113	15	150	1 817
Net					
Résultat courant opérationnel	(144)	(32)	15	(16)	(177)
Autres produits et charges opérationnels	1 015		(5 148)		(4 133)
Total Net	871	(32)	(5 133)	(16)	(4 310)

Exercice 2016 (en milliers d'euros)	Litiges	Pertes sur contrats déficitaires	Restructurations et départs	Divers	Total
Dotations					
Résultat courant opérationnel	(110)	(113)		(87)	(310)
Autres produits et charges opérationnels	(472)		(15)	(180)	(667)
Total des dotations	(582)	(113)	(15)	(267)	(977)
Reprises					
Résultat courant opérationnel	210	67	93	344	714
Autres produits et charges opérationnels	948		1 503	50	2 501
Total des reprises	1 158	67	1 596	394	3 215
Net					
Résultat courant opérationnel	101	(46)	93	257	404
Autres produits et charges opérationnels	476		1 488	(130)	1 834
Total Net	577	(46)	1 581	127	2 238

Le tableau ci-dessous ventile les reprises de provisions imputées et les reprises sans contrepartie

(en milliers d'euros)	Reprises globales	Provisions utilisées = Charges	Reprises provisions non utilisées
Provisions pour litiges	1 539	287	1 252
Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	113	113	
Provisions pour restructurations et départs	15	15	
Provisions environnementales			
Divers	149	149	
Total reprises des provisions au 31 décembre 2017	1 817	564	1 252

VII. CAPITAUX PROPRES ET RESULTATS PAR ACTION

VII.1. Capitaux propres

VII.1.1. Capital, primes d'émission, de fusion, d'apport

Le capital est constitué de 20 397 464 actions dont la valeur nominale s'établit à 2,5 €
Toutes les actions sont entièrement libérées.

Le capital et les primes d'émission n'ont pas évolué en 2017.

VII.1.2. ORAN

Les ORAN (Obligations Remboursables en Actions ou en Numéraire) ont été souscrites par des établissements bancaires qui ont converti ainsi une partie de leurs créances sur le Groupe dans le cadre de la restructuration financière achevée le 19 septembre 2014.

La date de maturité des ORAN a été fixée au 31 décembre 2023 : le Groupe peut choisir de les rembourser d'ici cette date mais si ce n'est pas le cas, elles seront automatiquement converties en actions.

VII.1.3. Actions propres

Les actions propres qui sont les titres d'autocontrôle possédés par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition et viennent en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement aux capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

	Autocontrôle	Contrat de liquidité	Nombre de titres	Valeur brute (K€)
Total au 31 décembre 2016	40 206		40 206	2 980
Variations de l'exercice				
Total au 31 Décembre 2017	40 206		40 206	2 980

Au 31 décembre 2017, le nombre d'actions auto-détenues par Gascogne SA s'élève à 40 206 actions, représentant 0,20 % du capital.

VII.1.4. Affectation du résultat

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 22 juin 2017 a décidé d'affecter le résultat 2016 à la réserve légale à hauteur de 113 K€ et le solde au report à nouveau soit 2 141 K€.

VII.1.5. Ecart de conversion

Le tableau ci-dessous détaille les écarts de conversion inscrits en capitaux propres :

En milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Montant en début de période	(1 820)	(1 418)
Gascogne Sack Tunisia	(852)	(417)
Autres	67	15
Montant en fin de période	(2 605)	(1 820)

VII.2. Résultat par action

Le résultat par action est calculé suivant les principes de la norme IAS 33 "Résultat par action".

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (auto-détention) qui sont déduites des capitaux propres.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (auto-détention) qui sont déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription et d'achat d'actions et les attributions d'actions gratuites.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode de calcul du rachat d'actions prévu par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Résultat par action

	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net (part du groupe) (k€)	8 242	7 384
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	20 357 258	20 357 258
Résultat de base par action (en euros)	0,40	0,36

Résultat net dilué par action

	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net (part du groupe) (k€)	8 242	7 384
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	20 357 258	20 357 258
Ajustement pour effet dilutif des ORAN	4 821 137	4 821 137
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	25 178 395	25 178 395
Résultat dilué par action (en euros)	0,33	0,29

VII.3. Résultat global

(En milliers d'euros)

	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Résultat net de l'ensemble consolidé net d'impôt			8 242			7 384
Variation des écarts de conversion	(785)	0	(785)	(423)	0	(423)
Variation des écarts actuariels sur les régimes de retraite	520	(220)	300	(1 267)	239	(1 028)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global	(265)	(220)	(485)	(1 690)	239	(1 451)
Résultat global de l'ensemble consolidé net d'impôt			7 757			5 933

VIII. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

VIII.1. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation", par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Présentation" et par la norme IFRS 7 "Instruments financiers – Informations à fournir".

Les actifs financiers comprennent les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat à des fins de transaction, les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sur option, les actifs disponibles à la vente, les instruments dérivés actifs, et les prêts et créances.

Initialement, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction lorsque les actifs concernés ne sont pas évalués ultérieurement à leur juste valeur par le résultat. Pour les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les coûts de transaction sont enregistrés directement en résultat. Ces actifs financiers sont valorisés à la juste valeur hormis les prêts et créances valorisés au coût amorti.

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre sa valeur comptable et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif. Les pertes sont comptabilisées en résultat et enregistrées dans un compte de dépréciation en déduction des prêts et créances ou des placements détenus jusqu'à échéance. Les intérêts sur un actif déprécié continuent d'être comptabilisés. Lorsqu'un événement survient après la constatation de la dépréciation, et que celui-ci a pour conséquence de diminuer le montant de la perte de valeur, la réduction de la perte de valeur est reprise en résultat.

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif expirent, ou lorsqu'il transfère les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels sur l'actif financier dans une transaction dans laquelle la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les instruments dérivés passifs.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, les instruments dérivés (actif et passif) à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

VIII.1.1. Actifs financiers

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Actifs financiers non courants		
Prêts (part à long terme)	1 433	1 439
Autres	1 429	4 058
Total des Actifs financiers non courants	2 862	5 497
Actifs financiers courants		
Prêts (part à court terme)	83	114
Instruments dérivés		
Total des Actifs financiers courants	83	114
Total	2 945	5 611

Les « Prêts » sont constitués des prêts à la construction.

La rubrique « Autres » comprend la part non courante des subventions d'investissements à recevoir pour 263 K€, la participation de Gascogne Papier dans le consortium Exeltium pour 736 K€ et les dépôts de garantie et cautions pour 393 K€.

VIII.1.2. Dettes fournisseurs et autres

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		
Fournisseurs et comptes rattachés	54 501	51 538
Autres dettes d'exploitation	26 150	30 094
Total	81 051	81 632

Les autres dettes d'exploitation comprennent principalement les dettes sociales ainsi que le passif public moratoré (4,2 M€ à fin 2017 et 5,4 M€ à fin 2016), remboursé à hauteur de 1,2 M€ par an (fin de remboursement en juin 2021)

VIII.1.3. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Bilan

Les actifs et passifs financiers présentés selon les catégories comptables définies par IAS39 sont ventilés dans le tableau suivant :

Exercice 2017 (en milliers d'euros)	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs et passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	Actifs (prêts & créances) et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Total valeur nette comptable des actifs et passifs financiers	Instruments non financiers (*)	Total valeur nette comptable
Prêts (part à long terme)			1 435			1 435		1 435
Autres			389	775		1 164	263	1 427
Actifs non courants			1 897	804	*	2 599	263	2 862
Clients et autres débiteurs			77 349			77 349		77 349
Autres actifs courants			1 217			1 217		1 217
Prêts (part à court terme)			83			83		83
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Trésorerie et équivalents de trésorerie			23 604			23 604		23 604
Actifs courants			82 112			102 253		102 253
TOTAL ACTIFS			94 009	804		104 852	263	105 115
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			60 097			60 097		60 097
Passifs non courants			51 599		*	60 097	*	60 097
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			13 668			13 668		13 668
Dettes factoring			40 097			40 097		40 097
Fournisseurs et autres créditeurs			61 395			61 395	19 656	81 051
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Autres passifs courants			10 766			10 766	242	11 008
Passifs courants			117 801			125 928	19 898	145 826
TOTAL PASSIFS			169 400			186 025	19 898	205 923

(*) A l'actif, subventions à recevoir, au passif, dettes au personnel et charges sociales

Exercice 2016 (en milliers d'euros)	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs et passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	Actifs (prêts & créances) et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Total valeur nette comptable des actifs et passifs financiers	Instruments non financiers (*)	Total valeur nette comptable
Prêts (part à long terme)			1 444			1 444		1 444
Autres			453	804		1 257	2 796	4 053
Actifs non courants			1 897	804		2 701	2 796	5 457
Clients et autres débiteurs			75 461			75 461		75 461
Autres actifs courants			64			64		64
Prêts (part à court terme)			114			114		114
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Trésorerie et équivalents de trésorerie			5 473			5 473		5 473
Actifs courants			82 112			82 112		82 112
TOTAL ACTIFS			84 009	804		84 813	2 796	87 609
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			51 599			51 599		51 599
Passifs non courants			51 599			51 599		51 599
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			11 517			11 517		11 517
Dettes factoring			40 762			40 762		40 762
Fournisseurs et autres créditeurs			60 622			60 622	21 010	81 632
Dérivés de taux, de change et sur matières premières								
Autres passifs courants			4 900			4 900	446	5 346
Passifs courants			117 801			117 801	21 456	139 257
TOTAL PASSIFS			169 400			169 400	21 456	190 856

(*) À l'actif, subventions à recevoir; au passif, dettes au personnel et charges sociales

Compte de résultat

Les gains et pertes par catégorie comptable d'actif et passif financier concernant les exercices 2016 et 2017 sont ventilés dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits d'intérêt sur trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	1	7
Dividendes perçus au titre des actifs disponibles à la vente	0	0
Part inefficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0
Gain net de change :	9	0
Autres	0	0
Produits financiers	1	7
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti	2 364	2 200
Perte nette de change	455	555
Charges de désactualisation (IAS19)	220	306
Autres	52	61
Charges financières	3 092	3 122
Charges financières nettes	(3 091)	(3 115)

(*) Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Juste valeur

Méthode de détermination des justes valeurs

- Placements en titres de capitaux propres

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée par référence à leur cours coté sur un marché actif en date de clôture. S'il n'existe pas de marché actif et que la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen de méthodes d'évaluation, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

- Prêts et créances

La juste valeur des créances client et prêts est considérée égale à leur valeur comptable dans la mesure où ces actifs financiers sont majoritairement porteurs d'un risque de crédit qui est pris en compte via les dépréciations et que le risque de taux est limité.

- Dérivés

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des contrats de change à terme et des options repose sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps et les contrats de change à terme par l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

- Passifs financiers non dérivés

La juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des intérêts, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture ajusté du spread de crédit défini par le Groupe. La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Prêts	1 518	1 518	1 558	1 558
Clients et autres débiteurs	77 366	77 366	76 461	76 461
Autres actifs	2 381	2 381	1 321	1 321
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 604	23 604	5 473	5 473
Emprunts à taux fixe	(8 290)	(8 408)	(10 140)	(8 833)
Emprunts à taux variable	(100 075)	(100 075)	(89 071)	(89 071)
Emprunts location/financement	(4 122)	(4 122)	(2 254)	(2 254)
Découverts bancaires	(1 375)	(1 375)	(2 413)	(2 413)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	(61 395)	(61 395)	(60 622)	(60 622)
Autres passifs	(10 768)	(10 768)	(4 900)	(4 900)
TOTAL NET	(81 156)	(81 274)	(84 587)	(83 280)

Au 31 décembre 2017 et 2016, la classification des instruments financiers à la juste valeur est la suivante :

Exercice 2017			
(en milliers d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts (part à long terme)			1 435
Autres			1 427
Actifs non courants	0	0	2 862
Clients et autres débiteurs			77 349
Autres actifs courants			1 217
Prêts (part à court terme)			83
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 604		
Actifs courants	23 604	0	78 649
Total actifs	23 604	0	81 511

Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			60 097
Passifs non courants	0	0	60 097
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			13 668
Dettes factoring			40 097
Fournisseurs et autres créditeurs			61 395
Autres passifs courants			10 768
Passifs courants	0	0	125 928
Total passifs	0	0	186 025

Exercice 2016			
(en milliers d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts (part à long terme)			1 444
Autres			4 053
Actifs non courants	0	0	5 497
Clients et autres débiteurs			76 461
Autres actifs courants			64
Prêts (part à court terme)			114
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 473		0
Actifs courants	5 473	0	76 639
Total actifs	5 473	0	82 136

Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an			51 599
Passifs non courants	0	0	51 599
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an			11 517
Dettes factoring			40 762
Fournisseurs et autres créditeurs			60 622
Autres passifs courants			4 900
Passifs courants	0	0	117 801
Total passifs	0	0	169 400

VIII.1.4. Endettement financier

Un nouveau crédit de 110 M€ a été signé fin décembre 2017, souscrit par un groupe de 7 banques de premier plan, qui traduit la confiance des partenaires financiers dans le retournement de Gascogne.

Ce crédit de 110 M€ est remboursable sur 5 ans et comporte 3 tranches :

- Un prêt de refinancement de 50 M€ de l'endettement bancaire existant et permettant par là même l'entrée de nouveaux partenaires financiers
- Un crédit d'investissement de 50 M€ destiné à financer les investissements 2018-2020
- Un crédit renouvelable de 10 M€ pour financer les besoins généraux d'exploitation

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Variation de change	Augmentation	Diminution	Variation de la trésorerie	Reclassements	Autres variations	Exercice 2017
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an								
Emprunts obligataires								
Emprunts auprès d'établissements de crédit	49 442	(1)	42 984	(34 516)		(1 320)		56 585
Emprunts relatifs aux location-financements	1 657		2 230			(875)		3 012
Autres dettes financières	500			(0)				500
Total	51 599	(3)	45 213	(34 517)		(2 196)		60 097
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an								
Emprunts obligataires	470			(470)				
Emprunts auprès d'établissements de crédit	7 471	(2)	9 655	(7 230)		1 320		11 215
Emprunts relatifs aux location-financements	595		633	(992)		875		1 110
Autres dettes financières	500			(500)				(0)
Dettes factoring	40 762			(665)				40 097
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	67			(66)				1
Solides créditeurs auprès des banques	2 413	(86)				(953)		1 375
Autres, compte-courants actionnaires		3				(55)	(0)	(52)
Intérêts courus	0	(1)	30					19
Total	52 279	(85)	10 307	(9 923)	(1 008)	2 196		53 766
Total emprunts et dettes financières	103 878	(88)	55 520	(44 440)	(1 008)	(0)		113 862
Trésorerie et équivalents de trésorerie								
Valeurs mobilières	0							0
Disponibilités	5 472				18 222		(90)	23 604
Intérêts courus								
Autres	1				(1)			0
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	5 473				18 221		(90)	23 604
Endettement Net	98 405	(88)	55 520	(44 440)	(19 229)	(0)	90	90 259

Au 31 décembre 2017, les emprunts auprès d'établissements de crédits (67,8 M€) comprennent :

- le nouveau prêt de refinancement reçu en décembre 2017 (50 M€)
- le prêt ARI (7,7 M€) qui correspond aux deux 1^{ère} tranches du prêt à taux zéro consenti par l'Etat (10 M€),
- le pré-financement du CICE (années 2014 à 2017) par BPI Financement (8,3 M€),
- divers autres dettes financières pour 2,7 M€.

Le nouveau prêt de refinancement fait l'objet de covenants bancaires classiques (ratio de levier et ratio de fonds propres) qui seront applicable à compter du 30 juin 2018.

A noter que les emprunts et dettes financières n'incluent pas l'avance en compte courant de 7,1 M€ consentie par l'actionnaire Attis 2 fin 2017, dans la perspective de l'augmentation de capital prévue en 2018. Cette avance a été comptabilisée en autres passifs courants (voir le paragraphe III.6.).

Ventilation des dettes financières par taux fixe/taux variable

(en milliers d'euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
Emprunts à taux fixe	12 412	10,9%	12 394	11,9%
Emprunts à taux variable	101 450	89,1%	91 484	88,1%
Total	113 862	100,0%	103 878	100,0%

Les emprunts à taux variable sont principalement indexés sur l'Euribor 3 mois.

Emprunts obligataires

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Emprunts obligataires non convertibles à long terme	0	
Emprunts obligataires non convertibles à court terme	0	470
Total	0	470

Les dernières obligations restantes portées par le Fonds Commun de Placement Gascogne Epargne réserve aux salariés ont été remboursées en 2017.

Endettement en devises

L'endettement net en devises est nul au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

VIII.1.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les SICAV monétaires qui constituent un placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Rapprochement avec la trésorerie retenue dans le Tableau des Flux de Trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Disponibilités	23 604	5 471
Valeur mobilières	0	0
Autres, Compte-courants actionnaires actifs	52	2
Trésorerie à l'actif	23 656	5 473
Saldes créditeurs auprès des banques	(1 375)	(2 413)
Autres, Compte-courants actionnaires passifs	0	
Trésorerie au passif	(1 375)	(2 413)
Solde de la trésorerie nette des flux de trésorerie	22 279	3 060

Variation de la trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Trésorerie nette en début d'exercice	3 060	(3 067)
Variation de la trésorerie nette	19 231	6 178
Autres mouvements	(12)	(51)
Trésorerie nette en fin d'exercice	22 279	3 060

VIII.1.6. Instruments financiers dérivés (ex Couvertures de change ou de taux)

Le Groupe ne détient aucun instrument dérivé au 31 décembre 2017.

VIII.2. Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat (voir méthode comptable décrite en note VIII.1.4).

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits d'intérêts et assimilés	1	7
Charges d'intérêts et assimilés	(2 364)	(2 200)
Coût de l'endettement net	(2 363)	(2 193)
Produits (Charges) de change	(455)	(555)
Produits financiers des participations non consolidées		
(Charges) produits d'actualisation	(220)	(306)
Produits (charges) autres	(52)	(61)
Autres produits et charges financiers	(728)	(922)
Résultat financier net	(3 091)	(3 115)

La présentation des gains et pertes par catégorie comptable d'actifs et passifs financiers est reprise dans la note VIII.1.3.

VIII.3. Politique de gestion des risques

VIII.3.1. Risque de crédit

Le Groupe n'a pas de placement significatif et n'est donc pas exposé à un risque de contrepartie significatif. S'agissant du risque de crédit, des programmes d'assurance ont été mis en place, couvrant les principales sociétés contre les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. Par ailleurs, le Groupe considère qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit avec une seule contrepartie.

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit, est la suivante à la clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Prêts	1 519	1 552
Clients et autres débiteurs	77 366	76 461
Autres actifs	2 644	1 321
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 604	5 473
Total	105 132	84 813

Dépréciations

L'antériorité des comptes clients et comptes rattachés (cf. note VIII.1) s'analyse comme suit :

Exercices		Non échus	Echus depuis 90 jours au plus	Echus depuis plus de 90 jours	Clients et comptes rattachés
2017	Brut	59 460	5 777	3 013	68 250
	Dépréciation	0	(35)	(2 021)	(2 055)
	Net	59 460	5 742	992	66 194
2016	Brut	57 513	7 257	3 191	67 961
	Dépréciation		(3)	(1 934)	(1 937)
	Net	57 513	7 254	1 257	66 024

Les dépréciations de créances commerciales ont évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
1 ^{er} Janvier	1 937	1 864
Dépréciations	119	69
Ecart de conversion	(3)	(1)
Activités réintégrées	2	6
31 décembre	2 055	1 937

VIII.3.2. Risque de liquidité

Le financement du Groupe repose principalement sur :

- des emprunts moyen/long terme,
- un ligne de crédit renouvelable
- de l'affacturage,

Il existe également des contrats de location longue durée pour des équipements et du matériel roulant, qui reprennent les dispositions classiques de ce type de financement.

De plus le Groupe dispose au 31 décembre 2017 :

- du nouveau crédit d'investissement non encore utilisé pour 50 M€
- du nouveau crédit renouvelable non encore utilisé pour 10 M€
- du solde du prêt ARI (Aide à la Restructuration Industrielle) pour 2 M€
- de possibilités de financement complémentaire en affacturage pour 20 M€ (sous réserve d'avoir les créances à céder)

Les cash-flows prévisionnels liés à la dette au 31 décembre 2017 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cash flows prévisionnels	2017						
			2018	2019	2020	2021	2022	2023	Au-delà de 2023
Emprunts auprès d'établissements	67 792	73 558	12 731	12 467	12 346	11 817	21 994	1 191	1 011
Dont Prêt de refinancement	50 000	55 320	8 875	8 679	8 593	8 443	20 730		
Dont prêt ARI	7 714	7 714	1 143	1 143	1 143	1 143	1 143	1 143	857
Dont FDES	804	881	256	247	240	138			
Dont Pre-financement CICE ⁽²⁾	8 282	8 550	2 247	2 194	2 182	1 926			
Dont autres	992	1 093	210	203	190	167	121	49	154
Dettes factoring ⁽¹⁾	40 097	40 097	40 097						
Emprunts relatifs aux location - financement	4 122	4 122	1 110	1 473	610	363	218	122	225
Découverts bancaires	1 351	1 351	1 351						
Autres dettes financières	500	625	250	125	125	125			
Total passif financiers	113 862	119 753	55 539	14 065	13 083	12 305	22 212	1 313	1 236
Créances cédées au factor ⁽¹⁾	43 297	43 297	43 297						
Créances CICE	9 179	9 179	2 382	2 240	2 132	2 425			
Total actifs financiers	52 476	52 476	45 679	2 240	2 132	2 425	0	0	0
Net	61 386	67 277	9 860	11 825	10 951	9 880	22 212	1 313	1 236

⁽¹⁾ La dette factoring est une dette court terme : elle s'éteint avec le règlement des créances cédées par les clients directement au factor. Son extinction ne se traduit pas par une sortie de trésorerie pour la société.

⁽²⁾ Les pré-financements des CICE 2014 à 2017 seront remboursés simultanément au remboursement des créances de CICE par l'Etat, l'extinction de cette dette ne se traduit donc pas par une sortie de trésorerie pour la société.

VIII.3.3. Risque de taux d'intérêt

Le Groupe n'a pas eu recours à des couvertures de taux en 2017.

Afin de se conformer au nouveau contrat de financement signé en décembre 2017, le Groupe a conclu en mars 2018 des contrats de couverture sur les 2/3 du prêt de refinancement, consistant en des caps de 1,5%, à démarrage au début du mois de juillet 2018 et pour une durée de 3 ans.

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variable

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêts à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

L'analyse a porté en 2017 sur 101,5 M€ d'endettement brut variable non couvert :

Exercice 2017 (en milliers d'euros)	Compte de résultat		Capitaux propres	
	Choc de +100bps	Choc de -100bps	Choc de +100bps	Choc de - 100bps
Charges d'intérêt nettes	(680,7)	0,0		
Swaps de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
Options de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0		
Total	(614,2)	0,0	0,0	0,0

Au 31 décembre 2017, les taux d'intérêt sont négatifs, et la plupart des contrats bancaires prévoient que le taux soit réputé égal à zéro dans cette situation. Aussi, une baisse des taux d'intérêts n'a pas d'impact sur le compte de résultat.

VIII.3.4. Risque de change

Le Groupe est principalement exposé sur le change euro/dollar et n'a pas recours à des couvertures de change.

Analyse de sensibilité

Une variation de 10% de l'euro à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des autres éléments du résultat global et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêts, sont supposées rester constantes.

L'analyse de sensibilité a porté en 2017 sur les positions bilanciellles non couvertes soit 1,6 MUSD et 0,6 MGBP :

Exercice 2017 (en milliers d'euros)	Compte de résultat		Capitaux propres	
	Choc de +10%	Choc de -10%	Choc de +10%	Choc de -10%
Contrats à terme				
Option de change				
Positions bilanciellles non couvertes	(197,2)	241,0	0,0	0,0
Total	(197,2)	241,0	0,0	0,0

VIII.3.5. Risque sur matières premières

Le Groupe n'a pas conclu de contrats de couvertures sur matières premières au 31 décembre 2017.

VIII.4. Engagements hors bilan liés aux financements du groupe

Prêt de refinancement 2017

Les banques bénéficient d'un nantissement des titres des sociétés Gascogne Bois, Gascogne Papier, Gascogne Sacs et Gascogne Flexible.

Contrats factor

Dans le cadre des contrats d'affacturage, les dettes factor s'élevant à 40,1M€ sont garanties à due concurrence par les créances commerciales cédées au factor et qui figurent au bilan pour un montant de 43,1 M€.

IX. IMPOTS SUR LE RESULTAT

IX.1. Impôt sur les résultats

Impôt sur le résultat exigible.

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Crédit Impôt Recherche

Le Groupe présente le Crédit Impôt Recherche (CIR) en diminution des frais de personnel qui représentent l'essentiel des dépenses de recherche et développement financées par le Crédit Impôt Recherche.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi

Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est présenté en diminution des frais de personnel.

Contribution Economique Territoriale

La Contribution Economique Territoriale (CET) en France a deux composantes :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Ces deux composantes sont comptabilisées en charges opérationnelles.

(Charges) Produits d'impôts sur le résultat

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
(Charges) Produits d'impôt exigible	(271)	(264)
(Charges) Produits d'impôt différé	(205)	(45)
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	(476)	(309)

Preuve d'impôt

(En milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	8 223	7 377
(-) quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	209	267
Résultat net des entreprises intégrées	8 015	7 110
Charges (produits) Impôts sur les sociétés (a)	476	309
Charge (produits) d'impôts théorique, au taux en vigueur dans chaque pays (b)	2 922	2 534
Ecart (a) - (b)	(2 446)	(2 225)
Analyse de l'écart:		
Impact des décalages permanents	(260)	855
Impact des déficits nets fiscaux non activés	(405)	1 227
Impact de l'écroulement des déficits antérieurement activés	0	0
Impact de la différence entre le taux d'impôt exigible et le taux d'impôt différé	349	(30)
Impact des autres retraitements de consolidation	(1 304)	(3 554)
Impact lié à la comptabilisation du CICE	(826)	(723)
Total	(2 446)	(2 225)

Les taux d'impôts retenus sont les suivants :

- Allemagne : 27,3% pour la société GSD et 30,9% pour la société GFG
- France : 33,33%
- Grèce : 29%
- Tunisie : 30%

Impôts sur les bénéfices à récupérer et à payer

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôt sur les bénéfices à récupérer	10 258	7 399
Impôts sur les bénéfices à payer	311	348
Impôt sur les bénéfices net Actif (Passif)	9 947	7 051

Les impôts sur les bénéfices à récupérer sont principalement constitués des créances du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité emploi.

IX.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon la méthode du report variable, c'est-à-dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et de la réglementation fiscale qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- le goodwill non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs dans le cadre de l'intégration fiscale du Groupe,
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler sur la base de leur montant net.

Tableau des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts différés actifs	668	564
Impôts différés passifs	(2 667)	(2 146)
Impôts différés actifs (passifs) nets	(1 999)	(1 582)

La baisse progressive du taux d'IS votée au 31/12/2017 en France et applicable dans les années à venir a été considérée pour l'évaluation des positions d'impôt différé au 31/12/2017.

Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Montant en début de période	(1 582)	(1 779)
Impact sur les autres éléments du résultat global	(220)	239
Impact sur les résultats	(204)	(45)
Autres impacts des écarts de change	7	2
Montant en fin de période	(1 999)	(1 582)

Sources des principales variations des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2016	Réserves	Résultat	Variation de change	Exercice 2017
Décalages fiscaux	333		0		333
Activation des déficits fiscaux	423				423
Provisions réglementées	(686)		223		(463)
Autres	(953)		(115)		(1 067)
IAS 01 Présentation des états financiers	55				55
IAS 02 Stocks	11		(24)		(12)
IAS 16 Immobilisations corporelles	(16 590)		15	8	(16 567)
IAS 17 Contrats de location-financements	126		46		172
IAS 18 Produits des activités ordinaires	1				1
IAS 19 Avantages au personnel	3 649	(220)	(314)	(0)	3 116
IAS 20 Comptabilisation des subventions publiques	223		(42)		181
IAS 21 Effets de la variation des monnaies étrangères	13		62		74
IAS 36 Dépréciation d'actifs	11 520		(20)		11 500
IAS 37 Provisions passifs éventuels	139		(38)		100
IAS 32 & 39 Instruments financiers					
IFRS 3 - Regroupement d'entreprises	153				153
Total	(1 582)	(220)	(205)	7	(2 000)

Sociétés françaises (intégration fiscale)

Le Groupe intégré fiscalement comprend en 2017 les sociétés suivantes : Gascogne SA, Gascogne Bois, Palfrance, Gascogne Papier, Feutres Depland, Gascogne Sacs, Gascogne Flexible.

Le montant total des déficits reportables des sociétés françaises s'élève à 84,8 M€ à fin 2017 et 85,4 M€ à fin 2016. Ces déficits ne sont pas activés car l'intégration fiscale a été déficitaire pendant des années et n'est redevenue bénéficiaire qu'en 2017 pour un montant de + 0,6 M€.

Sociétés étrangères

Les déficits reportables de nos filiales Aigis (Grèce), Gascogne All Wood (Belgique), Gascogne Flexible Germany et Gascogne Sack Deutschland (Allemagne) n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif dans la mesure où les perspectives de résultat à court terme de ces sociétés ne permettent pas d'envisager l'utilisation de ces reports avec suffisamment de certitudes.

Le montant total des déficits reportables des sociétés étrangères à fin 2017 s'élève à 27,1 M€.

X. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

XI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(En milliers d'euros)	KPMG				DELOITTE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Certification des comptes individuels et consolidés et examen semestriel limité	180	176	87,8%	93,1%	185	174	99,2%	97,8%
Services autres que la certification des comptes	25	13	12,2%	6,9%	2	4	0,8%	2,2%
TOTAL	205	189			187	178		